

LÉGISLATION APPLICABLE

- Avant-propos 122
- Détachements « sortants »
 - SYNTHÈSE 126
 - RÈGLEMENTS EUROPÉENS
 - > Détachement et pluriactivité 128
 - > Le détachement exceptionnel 131
 - ACCORDS INTERNATIONAUX
 - > Les détachements 132
 - > Le détachement exceptionnel 135
 - PAYS HORS CONVENTIONS
 - > Les détachements de droit commun 136
- Détachements « entrants »
 - RÈGLEMENTS EUROPÉENS 140
- Détachements « entrants et sortants »
 - RÈGLEMENTS EUROPÉENS 143



En application des dispositions prévues à l'article R.767-2 du Code de la Sécurité Sociale, le Cleiss procède depuis 2004, en matière de détermination de législation applicable, à une collecte annuelle des dénombrements de formulaires de détachements émis par les organismes de protection sociale français (Détachements "**sortants**" de la France vers l'étranger).

Pour la première fois en 2014, le Cleiss diffuse dans ce document les dénombrements de formulaires de détachements émis par les organismes de protection sociale européens pour des détachements en France (Détachements "**entrants**" des pays de l'UE-EEE-Suisse vers la France). Ces données sont collectées chaque année par la CACSSS (Commission Administrative pour la coordination des systèmes de sécurité sociale) à Bruxelles. Les dernières données disponibles sont celles de l'année 2013.

En matière de sécurité sociale, les personnes ne doivent être soumises qu'à la législation d'un seul État.

Le principe de territorialité veut que la personne qui exerce une activité dans un État relève obligatoirement du régime local de sécurité sociale. Cependant, il existe des situations qui peuvent déroger à ce principe et qui nécessitent, pour déterminer à quelle législation la personne doit être assujettie, que les autorités compétentes se réfèrent aux accords internationaux de sécurité sociale existants (règlements européens, conventions bilatérales, décrets de coordination).

Ainsi, en fonction de/des État(s) dans le(s)quel(s) se rend un assuré et de la durée prévue de la période d'emploi, sa situation va être différente au regard de la sécurité sociale française, mais aussi de la réglementation du pays où il exerce son emploi.

Quelles sont les situations couvertes par les formulaires certifiant au titulaire la législation de sécurité sociale applicable ?

La mission

C'est un détachement de courte durée, généralement inférieur à 3 mois. Il s'agit le plus souvent de missions d'ordre professionnel ou de voyages d'affaires qui conduisent certains collaborateurs d'une entreprise à des déplacements fréquents, successifs et souvent impromptus, soit dans un même État, soit dans plusieurs États.

Le détachement initial ou de plein droit

On entend par « détachement » le fait de maintenir au régime de protection sociale du pays habituel d'emploi un travailleur qui va, durant un temps déterminé, exécuter un travail, pour le compte de son employeur habituel, sur le territoire d'un autre État.

Le maintien du travailleur détaché au régime de protection sociale du pays habituel d'emploi est de droit mais sous certaines conditions qui incombent aussi bien à l'employeur qu'à l'employé :

- Maintien du lien de subordination avec le travailleur détaché ;
- L'employeur doit exercer une activité significative en France ;
- Le travailleur détaché est envoyé dans un autre État pour le compte de son employeur ;
- La travailleur détaché ne doit pas être envoyé en remplacement d'un autre travailleur détaché ;
- Le travailleur détaché doit être affilié au régime de sécurité sociale du pays d'emploi depuis au moins un mois.

La pluriactivité (règlements européens uniquement)

Une personne est dite « pluriactive » lorsqu'elle exerce simultanément ou en alternance une ou plusieurs activité(s) salariée(s) ou non salariée(s) sur le territoire de deux ou plusieurs États membres.

Le détachement exceptionnel qui suppose un accord préalable :

- en raison de sa longue durée, ce détachement, qui excède la période prévue par les accords internationaux (règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination), requiert donc un accord préalable des autorisations spécifiques. Cela amène en général l'intéressé à résider, y compris fiscalement, dans le pays du détachement.
- lorsque les conditions pour avoir recours à un détachement de plein droit ne sont pas réunies (par exemple une activité significative de l'entreprise dans le pays où elle est installée).

Quels textes déterminent la législation de sécurité sociale applicable au travailleur à l'étranger ?

Les règlements européens pour les personnes allant exercer une activité dans l'un des pays suivants :

- Allemagne,
- Autriche,
- Belgique,
- Bulgarie,
- Chypre,
- Croatie,
- Danemark,
- Espagne,
- Estonie,
- Finlande,
- Grèce,
- Hongrie,
- Irlande,
- Islande,
- Italie,
- Lettonie,
- Liechtenstein,
- Lituanie,
- Luxembourg,
- Malte,
- Norvège,
- Pays-Bas,
- Pologne,
- Portugal,
- République tchèque,
- Roumanie,
- Royaume-Uni,
- Slovaquie,
- Slovénie,
- Suède,
- Suisse.

Les conventions bilatérales signées par la France pour le travailleur qui se rend dans l'un des pays suivants :

- Algérie,
- Andorre,
- Argentine,
- Bénin,
- Bosnie-Herzégovine,
- Brésil,
- Cameroun,
- Canada,
- Cap-Vert,
- Chili,
- Congo,
- Corée,
- Côte d'Ivoire,
- États-Unis,
- Gabon,
- Guernesey-Aurigny-Herm-Jéthou,
- Inde,
- Israël,
- Japon,
- Jersey,
- Kosovo,
- Macédoine,
- Madagascar,
- Mali,
- Maroc,
- Mauritanie,
- Monaco,
- Monténégro,
- Niger,
- Philippines,
- Québec,
- Saint-Marin,
- Sénégal,
- Serbie,
- Togo,
- Tunisie,
- Turquie,
- Uruguay.

Les décrets de coordination signés par la France pour le travailleur ou personne assurée qui se rend dans l'un des pays suivants :

- Nouvelle-Calédonie,
- Polynésie française,
- Saint-Pierre-et-Miquelon.

Les dispositions prévues par la législation française pour les personnes détachées dans un État autre que ceux cités précédemment où elles pourront être également soumises au régime de sécurité sociale local, si la législation interne du pays d'emploi le prévoit.

La législation française s'appliquera également dans 2 situations particulières :

- le travailleur salarié détaché dans un pays ayant signé une convention bilatérale ou un accord de coordination avec la France n'a pas la nationalité française ou celle de l'État cosignataire de la convention (sauf exceptions citées page 132)
- la durée du détachement prévue par une convention bilatérale est dépassée.

D'où viennent ces informations ?

Dans le sens France > Étranger

Concernant les règlements européens, sont dénombrés uniquement les formulaires E101 et A1 émis par les caisses du régime général, du régime agricole et de la RATP.

De la même manière, pour les accords internationaux et les pays hors conventions, sont également dénombrés les formulaires émis par les régimes détenant ces informations (actuellement les caisses des régimes général, agricole et RATP).

Dans le sens Étranger > France

Il s'agit des données collectées régulièrement par la Commission Administrative pour la Coordination des Systèmes de Sécurité Sociale (CACSSS) auprès des partenaires européens au titre des articles 12.1 et 12.2 des règlements européens 883/04 et 987/09 uniquement. Les formulaires émis dans le cadre de la pluriactivité au titre des articles 13.1 et 13.2 ne sont pas dénombrés par tous les pays et ne figurent donc pas dans le document. Les dernières données disponibles concernent l'exercice 2013.

LÉGISLATION APPLICABLE • Avant-propos

QUELLES SONT LES DURÉES DE DÉTACHEMENT ?

Ce tableau présente la durée maximale du détachement de plein droit et de son éventuelle prolongation prévue par les accords internationaux, les décrets de coordination auxquels la France est liée ou, faute de convention de sécurité sociale, la législation interne française.

Pays	FORMULAIRE ET DURÉE MAXIMALE			FORMULAIRE ET PROLONGATION		
	Formulaire	Salarié	Non salarié	Formulaire	Salarié	Non salarié
1 - RÈGLEMENTS EUROPÉENS						
Union européenne + Norvège, Islande, Liechtenstein et Suisse	E101 ou A1	2 ans	2 ans	Procédure de détachement d'une durée exceptionnelle dans le cadre de l'article 16 du Règlement 883/04 après échange de lettres des autorités compétentes des États.		
2 - ACCORDS INTERNATIONAUX						
A - CONVENTIONS BILATÉRALES						
ALGÉRIE	SE 352-01	3 ans*	-	SE 352-01	2 ans	-
ANDORRE ⁽¹⁾	SE 130-01	1 an	1 an	SE 130-01	1 an	1 an
ARGENTINE	SE 415-01	2 ans	1 an	SE 415-01	2 ans	1 an
BÉNIN	SE 327-01	1 an	-	SE 327-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
BOSNIE-HERZÉGOVINE	SE 21-01	3 ans*	-	-	-	-
BRÉSIL	SE 416-01	2 ans	-	SE 416-01	2 ans	-
CAMEROUN	SE 322-01	6 mois	-	-	-	-
CANADA ⁽¹⁾	SE 401-01	3 ans*	-	SE 401-02	Durée indéterminée	-
CAP-VERT	SE 396-01	3 ans*	-	SE 396-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
CHILI	SE 417-01	2 ans	-	SE 417-01	2 ans	-
CONGO	SE 324-01	1 an	-	SE 324-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
CORÉE ⁽¹⁾	SE 237-1	3 ans	-	SE 237-1	3 ans	-
CÔTE D'IVOIRE	SE 326-01	2 ans*	-	SE 326-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
ÉTATS-UNIS ⁽¹⁾	SE 404-02	5 ans*	2 ans*	-	-	-
GABON	SE 328-01	2 ans	-	-	-	-
GUERNESEY, AURIGNY, HERM, JÉTHOU	Pas de formulaire conventionnel	6 mois	-	Pas de formulaire conventionnel	6 mois	-
INDE ⁽¹⁾	SE 223-01	5 ans	5 ans	-	-	-

* y compris la durée des congés

(1) Les ressortissants d'états tiers peuvent, sous certaines conditions, bénéficier de la procédure de détachement.

LÉGISLATION APPLICABLE • Avant-propos

QUELLES SONT LES DURÉES DE DÉTACHEMENT ? (SUITE ET FIN)

Pays	FORMULAIRE ET DURÉE MAXIMALE			FORMULAIRE ET PROLONGATION		
	Formulaire	Salarié	Non salarié	Formulaire	Salarié	Non salarié
ISRAËL	SE 207-01	1 an	-	SE 207-01	Durée indéterminée	-
JAPON ⁽¹⁾	SE 217-06	5 ans	-	-	-	-
JERSEY	SE 132-J-01	1 an	-	SE 132-J-01	Durée à convenir entre autorités compétentes	-
KOSOVO	SE 21-01	3 ans*	-	-	-	-
MACÉDOINE	SE 21-01	3 ans*	-	-	-	-
MADAGASCAR	SE 333-01	2 ans	-	-	-	-
MALI	SE 335-01	2 ans*	-	SE 335-02	1 an renouvelable une fois	-
MAROC	SE 350-01	3 ans	6 mois	SE 350-01	3 ans	6 mois
MAURITANIE	SE 336-01	3 ans*	-	-	-	-
MONACO ⁽¹⁾	SE 138-01	1 an	-	SE 138-01	1 an	-
MONTÉNÉGRO	SE 21-01	3 ans*	-	-	-	-
NIGER	SE 337-01	1 an	-	SE 337-01	Jusqu'à achèvement du travail	-
PHILIPPINES ⁽¹⁾	SE 220-01	3 ans	-	SE 220-01	3 ans	-
QUÉBEC ⁽¹⁾	SE 401-Q-201	3 ans*	1 an	SE 401-Q-201	Durée indéterminée	-
SAINT-MARIN	Pas de formulaire conventionnel	6 mois	-	Pas de formulaire conventionnel	Durée indéterminée	-
SÉNÉGAL	SE 341-01	3 ans*	-	SE 341-01	Durée indéterminée	-
SERBIE	SE 21-01	3 ans*	-	-	-	-
TOGO	SE 345-01	3 ans	-	SE 345-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
TUNISIE	SE 351-01	3 ans*	6 mois	SE 351-01	3 ans*	6 mois
TURQUIE	SE 208-01	3 ans*	-	SE 208-02	Durée indéterminée	-
URUGUAY	SE 423-01	2 ans	-	-	-	-
B - DÉCRETS DE COORDINATION						
NOUVELLE-CALÉDONIE ⁽¹⁾	SE 988-01	2 ans	1 an	SE 988-01	2 ans	1 an
POLYNÉSIE FRANCAISE ⁽¹⁾	SE 980-01	3 ans*	1 an*	SE 980-01	3 ans*	1 an*
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	SE 975-01	2 ans	2 ans	-	-	-
3 - PAYS HORS CONVENTIONS						
AUTRES PAYS	S 9203 / S 9201	3 mois / 3 ans	-	S 9201	3 ans	-

* y compris la durée des congés

(1) Les ressortissants d'états tiers peuvent, sous certaines conditions, bénéficier de la procédure de détachement.

Synthèse

DÉTACHEMENT ET PLURIACTIVITÉ EN 2014

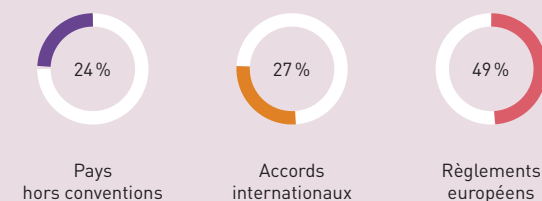
Type d'accord	Formulaires émis		Détachement exceptionnel *	Total
	DÉTACHEMENT	PLURIACTIVITÉ		
Règlements Européens	136 295	4 451	1 021	141 767
Accords internationaux	78 287	-	167	78 454
Pays hors conventions	67 297	-	-	67 297
TOTAL 2014	281 879	4 451	1 188	287 518
TOTAL 2013	303 154	5 869	1 219	310 242
% d'évolution	-7,02	-24,16	-2,54	-7,32

* Détachement qui nécessite l'accord préalable du Cleiss et de l'institution compétente de l'autre État.



En 2014, les formulaires attestant la législation de sécurité sociale applicable ont atteint le nombre total de **287 518** soit une baisse de 7,32 % par rapport à l'an dernier.

RÉPARTITION PAR TYPES D'ACCORDS



ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DÉTACHEMENTS ET PLURIACTIVITÉ

Année	Règlements européens			Accords internationaux		Pays hors conventions	Total général	% d'évolution
	DÉTACHEMENT	PLURIACTIVITÉ	DÉTACHEMENT EXCEPTIONNEL *	DÉTACHEMENT	DÉTACHEMENT EXCEPTIONNEL *	DÉTACHEMENT		
2005	392 204	1 462	2 018	85 857	210	126 175	607 926	
2006	307 039	1 824	1 783	89 335	NC	101 340	501 321	-17,54
2007	285 269	664	1 415	81 530	NC	87 837	456 715	-8,90
2008	284 137	567	2 022	74 622	150	84 714	446 212	-2,30
2009	221 342	624	1 569	72 409	116	73 723	369 783	-17,13
2010	162 718	1 014	1 637	59 755	117	71 639	296 880	-19,72
2011	171 910	6 451	1 575	60 737	205	66 485	307 363	3,53
2012	149 263	9 370	1 188	73 073	173	79 011	312 078	1,53
2013	138 681	5 869	1 060	83 305	159	81 168	310 242	-0,59
2014	136 295	4 451	1 021	78 287	167	67 297	287 518	-7,32

NC : Non Communiqué

* Détachement qui nécessite l'accord préalable du Cleiss et de l'institution compétente de l'autre État.

Règlements européens

DÉTACHEMENT ET PLURIACTIVITÉ

Qu'est ce que le détachement ?

Pour reprendre en substance la définition énoncée dans l'avant-propos, il s'agit du maintien au régime de protection sociale du pays habituel d'emploi d'un travailleur, salarié ou non salarié, qui va exécuter un travail prévu à l'avance, pour le compte de son employeur habituel. **Dans le cadre des règlements européens**, ce travail se fera dans un pays de l'UE-EEE-Suisse, avec une certaine continuité et durant un **temps déterminé et limité à 24 mois maximum**.

Les conditions nécessaires au maintien du travailleur au régime de protection sociale du pays habituel d'emploi sont les mêmes que celles indiquées dans l'avant-propos.

Toujours dans le cadre des règlements européens, le maintien du travailleur indépendant au régime de protection sociale du pays habituel d'exercice est de droit si la durée prévisible de l'activité ne dépasse pas 24 mois.

Qu'est ce que la pluriactivité ?

Une personne est dite « pluriactive » lorsqu'elle exerce simultanément ou en alternance une ou plusieurs activité(s) salariée(s) ou non salariée(s) pour le compte d'un ou plusieurs employeur(s) dans deux ou plusieurs États membres.

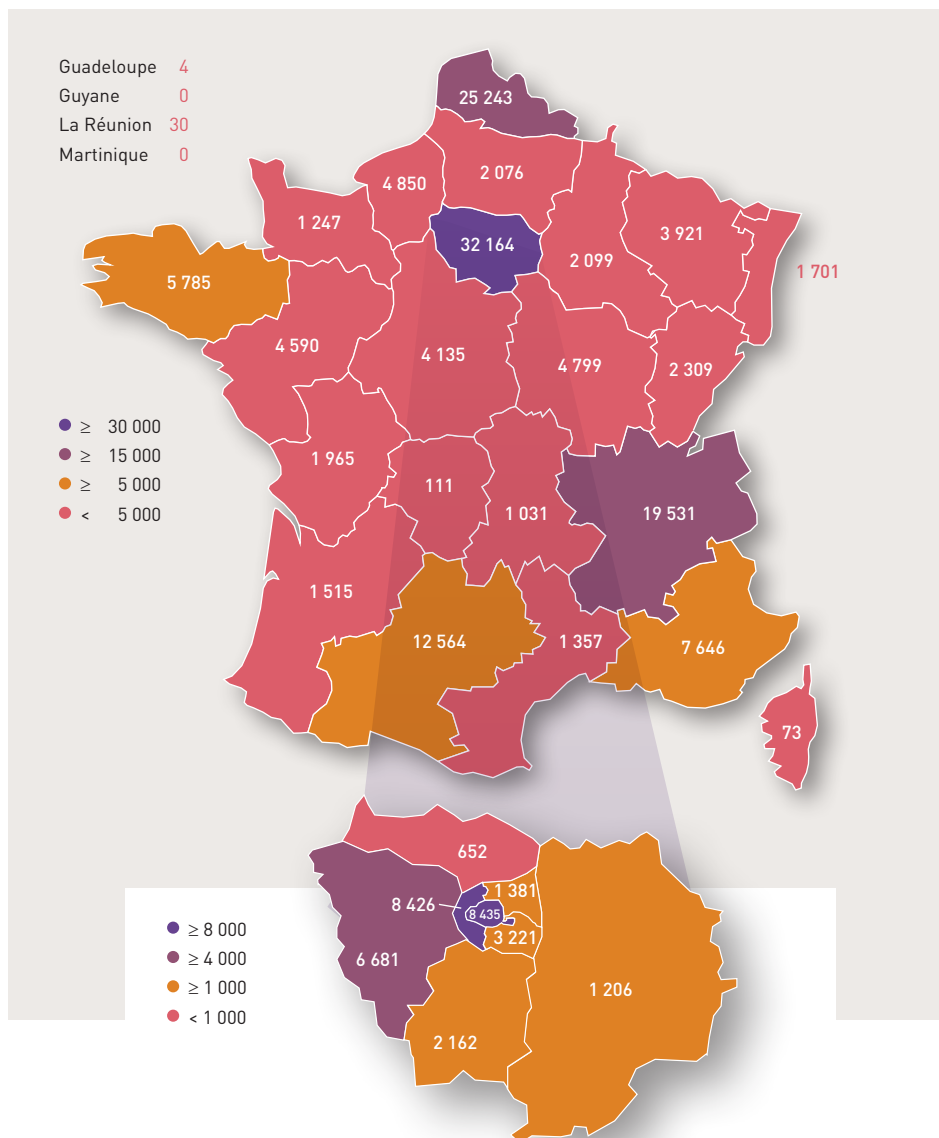
Afin de distinguer la notion de pluriactivité de celle de détachement, il est important de considérer le caractère permanent d'une activité (pluriactivité) du caractère temporaire ou ponctuel de celle-ci (détachement).

L'unicité de la législation applicable au salarié pluriactif est l'objectif fixé par le règlement 883/04 : unicité applicable tant à l'ensemble des activités en termes de cotisations sociales que de droits. De façon simplifiée, la législation retenue sera soit celle de l'État de la résidence de la personne, soit celle du siège du ou des employeur(s) ou des entreprises.

Depuis le 1^{er} mai 2010, date de mise en œuvre des nouveaux règlements européens, le document portable A1 attestant de la législation applicable remplace le formulaire E101 mais celui-ci peut continuer d'être utilisé par les organismes de sécurité sociale.

Dans les tableaux suivants, sont comptabilisés le nombre de formulaires E101 (ou A1) émis par les caisses de sécurité sociale, dans le cadre du détachement ou de la pluriactivité.

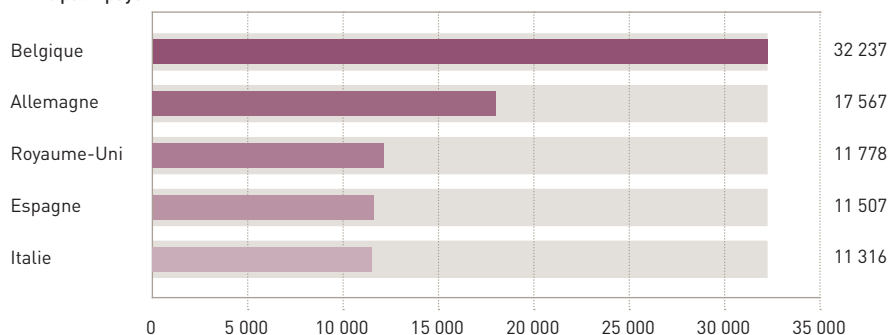
FORMULAIRES A1 OU E101 ÉMIS PAR LA FRANCE DANS LE CADRE DES RÈGLEMENTS EUROPÉENS (RÉPARTITION PAR RÉGIONS)



Règlements européens

DÉTACHEMENT ET PLURIACTIVITÉ EN 2014 (TRAVAILLEURS SALARIÉS ET NON SALARIÉS)

Principaux pays



Dans le cadre des articles 14.1a et 14bis1 du règlement 1408/71 et des articles 12.1 et 12.2 du règlement 883/04, sont dénombrés dans le tableau ci-contre les formulaires de détachements A1 (ou E101) émis par la France à des travailleurs pour un **détachement de plein droit** dans les différents pays européens.

Les articles 14.2 et 14 bis 2 du règlement 1408/71 et les articles 13.1 à 13.4 du règlement 883/04 visent la **pluriactivité**.

Pays	DÉTACHEMENT		
	Nombre de formulaires A1 ou E101 émis	Nombre de travailleurs différents ayant reçu un formulaire A1 ou E101 ⁽¹⁾	Durée moyenne d'un formulaire A1 ou E101 (nombre de jours) ⁽¹⁾
Allemagne	17 567	11 566	25
Autriche	1 707	1 340	16
Belgique	32 237	11 773	39
Bulgarie	398	301	42
Chypre	125	112	38
Croatie	50	13	37
Danemark	1 059	790	29
Espagne	11 507	8 219	34
Estonie	188	158	72
Finlande	748	578	42
Grèce	998	879	68
Hongrie	1 081	807	28
Irlande	863	726	29
Islande	81	78	19
Italie	11 316	8 089	31
Lettonie	125	104	12
Liechtenstein	12	12	4
Lituanie	106	89	22
Luxembourg	2 832	2 022	69
Malte	300	283	27
Norvège	968	748	33
Pays-Bas	4 886	3 651	31
Pologne	2 739	1 963	27

(1) En 2014, le nombre de travailleurs différents et la durée moyenne d'un formulaire sont calculés à partir des données de la base XI du régime général, soit 107 571 formulaires.

Règlements européens

DÉTACHEMENT ET PLURIACTIVITÉ EN 2014

(TRAVAILLEURS SALARIÉS ET NON SALARIÉS) (SUITE ET FIN)

Pays	DÉTACHEMENT		
	Nombre de formulaires A1 ou E101 émis	Nombre de travailleurs différents ayant reçu un formulaire A1 ou E101 ⁽¹⁾	Durée moyenne d'un formulaire A1 ou E101 (nombre de jours) ⁽¹⁾
Portugal	2 507	1 948	31
République tchèque	1 602	1 207	19
Roumanie	1 865	1 293	42
Royaume-Uni	11 778	8 437	34
Slovaquie	504	374	49
Slovénie	469	337	57
Suède	1 688	1 208	30
Suisse	7 947	5 397	30
Données géographiques non précisées ⁽²⁾	16 042	3 142	120
TOTAL 2014	136 295	77 644	37
TOTAL 2013	138 681	80 607	37
% évolution	-1,72	-3,68	0,00

Pays	PLURIACTIVITÉ		
	Nombre de formulaires A1 ou E101 émis	Nombre de travailleurs différents ayant reçu un formulaire A1 ou E101 ⁽³⁾	Durée moyenne d'un formulaire A1 ou E101 (nombre de jours) ⁽³⁾
Données géographiques non précisées ⁽²⁾	4 451	635	142
TOTAL 2014	4 451	635	142
TOTAL 2013	5 869	1 318	269
% évolution	-24,16	-51,82	-47,21

(1) En 2014, le nombre de travailleurs différents et la durée moyenne d'un formulaire sont calculés à partir des données de la base XI du régime général, soit 107 571 formulaires.

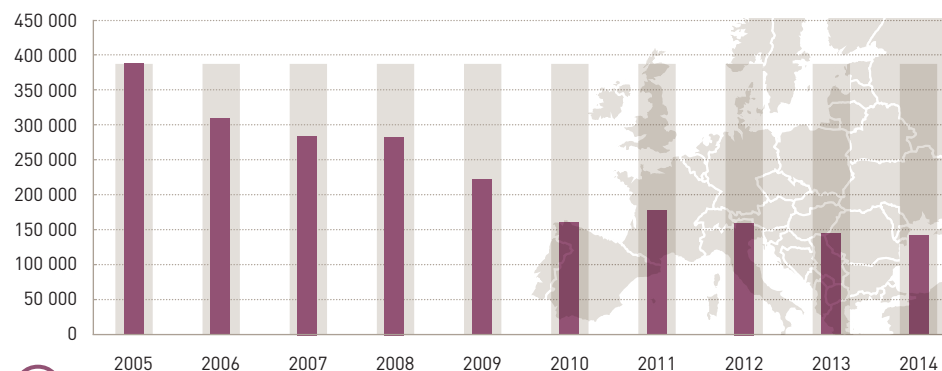
(2) Lorsque la ventilation des données entre les différents pays n'est pas disponible.

(3) En 2014, le nombre de travailleurs différents et la durée moyenne d'un formulaire sont calculés à partir des données de la base XI du régime général, soit 708 formulaires.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE FORMULAIRES A1 OU E101 ÉMIS

Année	Nombre de formulaires A1 ou E101 émis		Total général	% évolution
	DÉTACHEMENT	PLURIACTIVITÉ		
2005	392 204	1 462	393 666	
2006	307 039	1 824	308 863	-21,54
2007	285 269	664	285 933	-7,42
2008	284 137	567	284 704	-0,43
2009	221 342	624	221 966	-22,04
2010	162 718	1 014	163 732	-26,24
2011	171 910	6 451	178 361	8,93
2012	149 263	9 370	158 633	-11,06
2013	138 681	5 869	144 550	-8,88
2014	136 295	4 451	140 746	-2,63

NOMBRE DE FORMULAIRES A1 OU E101 ÉMIS DEPUIS 2005



Depuis 2005, nous constatons que le nombre de formulaires émis connaît une tendance baissière à l'exception notable de 2011 (+ 8,93 %).

Règlements européens

LE DÉTACHEMENT EXCEPTIONNEL

Dans le cadre des règlements européens, les accords exceptionnels ou dérogatoires sont prévus par l'article 16 du règlement 883/2004.

Les accords exceptionnels ou dérogatoires de l'article 16 sont utilisés pour :

- Le détachement d'une période excédant dès le départ 24 mois ;
- La prolongation d'une période de détachement au-delà de 24 mois ;
- La régularisation de certaines situations (retard dans l'accomplissement des procédures de détachement) ;
- Le maintien d'affiliation du salarié à son régime de protection sociale lorsque les conditions du détachement ne sont pas remplies (ex : lien de subordination établi avec l'entreprise d'accueil).

Dans ces cas de figure, une demande d'application de l'article 16 du règlement 883/2004 « maintien d'affiliation au régime français » est adressée au Cleiss, institution désignée pour examiner, autoriser et transmettre à l'autorité ou institution compétente de l'autre État cette demande. Celle-ci, en retour, fait connaître son avis au Cleiss.

Pays	Personnes travaillant en France et maintenues à la législation de l'État concerné		Personnes travaillant dans l'État concerné et maintenues à la législation française	
	selon article 16 ⁽¹⁾	selon article 17 ⁽²⁾	selon article 16 ⁽¹⁾	selon article 17 ⁽²⁾
Allemagne	269	2	119	0
Autriche	10	0	6	0
Belgique	147	2	256	3
Bulgarie	1	0	4	1
Chypre	0	0	0	0
Croatie	3	0	0	0
Danemark	8	0	3	0
Espagne	143	0	55	1
Estonie	0	0	0	0
Finlande	7	0	7	0

Pays	Personnes travaillant en France et maintenues à la législation de l'État concerné		Personnes travaillant dans l'État concerné et maintenues à la législation française	
	selon article 16 ⁽¹⁾	selon article 17 ⁽²⁾	selon article 16 ⁽¹⁾	selon article 17 ⁽²⁾
Grèce	4	0	9	0
Hongrie	6	0	14	0
Irlande	6	0	0	0
Islande	0	0	0	0
Italie	124	0	109	0
Lettonie	1	0	0	0
Liechtenstein	0	0	0	0
Lituanie	0	0	2	0
Luxembourg	12	0	6	0
Malte	0	0	0	0
Norvège	11	0	41	1
Pays-Bas	58	0	28	0
Pologne	80	3	20	0
Portugal	17	0	22	0
République tchèque	7	0	15	0
Roumanie	3	0	44	0
Royaume-Uni	182	8	162	0
Slovaquie	0	0	6	0
Slovénie	0	0	0	0
Suède	7	1	6	0
Suisse	88	1	81	0
TOTAL 2014	1 194	17	1 015	6
TOTAL 2013	1 515	37	1 018	42
% d'évolution	-21,19	-54,05	-0,29	-85,71

(1) Article 16 du règlement (CE) n° 883/04

(2) Article 17 du règlement (CEE) n° 1408/71 : le maintien d'affiliation à la législation du pays habituel d'emploi est soumis à l'autorisation préalable et conjointe des autorités des États en cause (pour la France, le Cleiss ou dans certains cas, le ministère chargé de la sécurité sociale).



Accords internationaux

Actuellement, 38 États (ou États fédérés) et 3 territoires d'outre-mer ont signé une convention de sécurité sociale (ou un décret de coordination) avec la France.

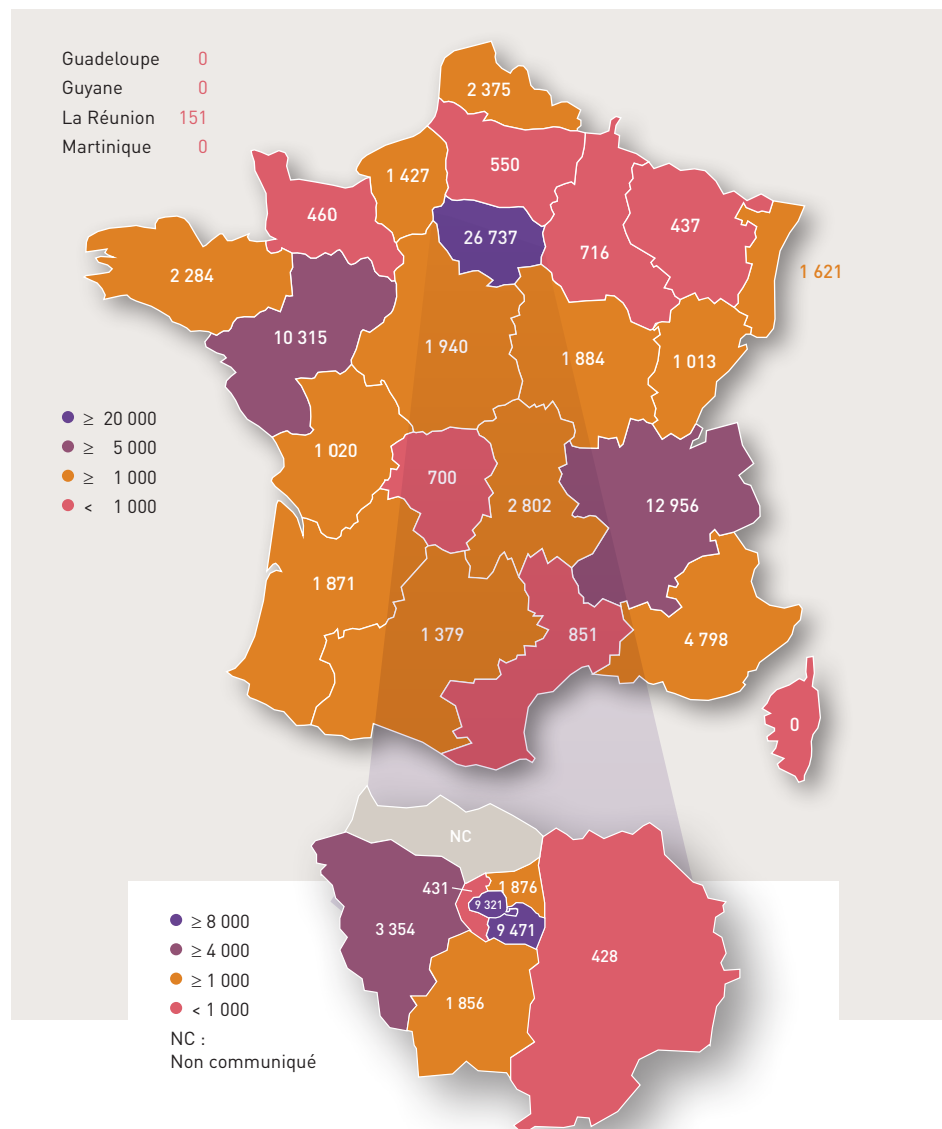
Il s'agit de :

- Algérie,
- Andorre,
- Argentine,
- Bénin,
- Bosnie-Herzégovine,
- Brésil,
- Cameroun,
- Canada,
- Cap-Vert,
- Chili,
- Congo,
- Corée,
- Côte d'Ivoire,
- États-Unis,
- Gabon,
- Guernesey-Aurigny-Herm-Jéthou,
- Inde,
- Israël,
- Japon,
- Jersey,
- Kosovo,
- Macédoine,
- Madagascar,
- Mali,
- Maroc,
- Mauritanie,
- Monaco,
- Monténégro,
- Niger,
- Philippines,
- Québec,
- Saint-Marin,
- Sénégal,
- Serbie,
- Togo,
- Tunisie,
- Turquie,
- Uruguay,
- Nouvelle-Calédonie,
- Polynésie française,
- Saint-Pierre-et-Miquelon.

Les modalités de détachement dans un de ces États résultent des dispositions propres à chaque convention. Il n'existe pas de règles uniformes en termes de durée maximale d'un détachement (cette durée varie de 6 mois à 5 ans selon les conventions) et de possibilité de prolongation (cf. tableau récapitulatif pages 124 et 125).

Par ailleurs, ces dispositions s'appliquent, en principe, uniquement si le travailleur a la nationalité française ou celle de l'État co-signataire de la convention, mais certaines conventions s'appliquent quelle que soit la nationalité du travailleur (Andorre, Argentine, Brésil, Canada, Chili, États-Unis, Monaco, Philippines et Uruguay).

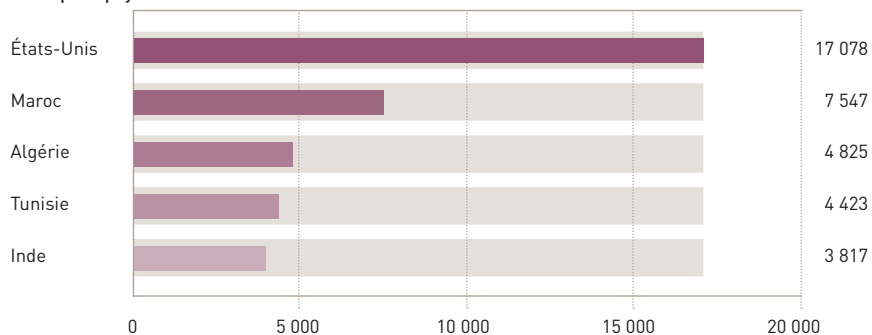
FORMULAIRES DE DÉTACHEMENT ÉMIS PAR LA FRANCE DANS LE CADRE DES ACCORDS INTERNATIONAUX (RÉPARTITION PAR RÉGIONS)



Accords internationaux

DÉTACHEMENT EN 2014 (TRAVAILLEURS SALARIÉS ET NON SALARIÉS)

Principaux pays



	Pays	Nombre de formulaires émis
CONVENTIONS BILATÉRALES	Algérie	4 825
	Andorre	871
	Argentine	706
	Aurigny	3
	Bénin	543
	Bosnie-Herzégovine	430
	Brésil	3 123
	Cameroun	1 531
	Canada	3 295
	Cap-Vert	365
	Chili	1 144
	Congo	1 471
	Corée	2 174
	Côte d'Ivoire	1 685
	États-Unis	17 078
	Gabon	1 269
	Guernesey	5
	Herm	1
	Inde	3 817
	Israël	884
Japon	2 939	
Jersey	35	

	Pays	Nombre de formulaires émis
CONVENTIONS BILATÉRALES	Jéthou	0
	Kosovo	47
	Macédoine	84
	Madagascar	736
	Mali	561
	Maroc	7 547
	Mauritanie	271
	Monaco	1 745
	Monténégro	55
	Niger	314
	Philippines	325
	Québec	586
	Saint-Marin	43
	Sénégal	1 401
	Serbie	386
	Togo	264
	Tunisie	4 423
	Turquie	3 127
	Uruguay	44
	SOUS-TOTAL 2014	70 153
SOUS-TOTAL 2013	74 249	
<i>% évolution</i>	<i>-5,52</i>	



Accords internationaux

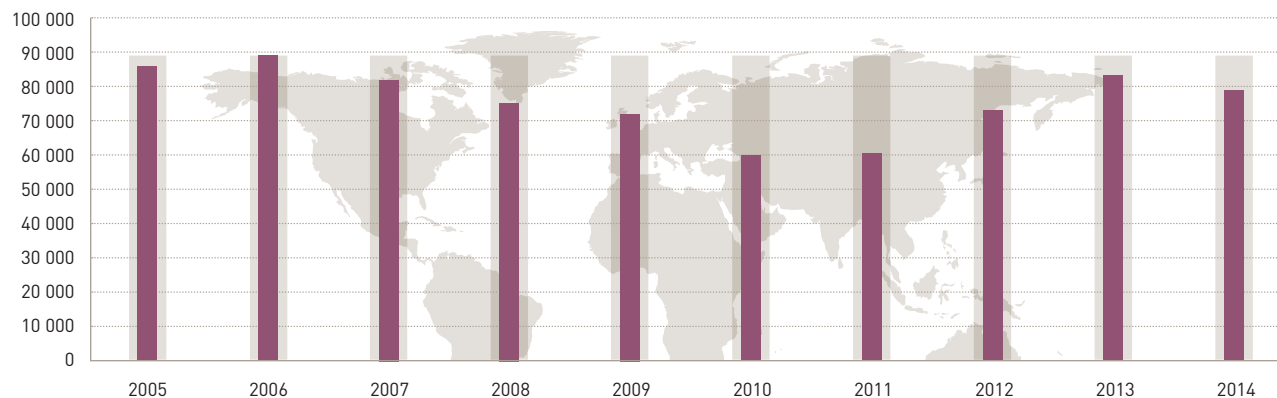
DÉTACHEMENT EN 2014 (TRAVAILLEURS

SALARIÉS ET NON SALARIÉS) (SUITE ET FIN)

Pays		Nombre de formulaires émis
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	491
	Polynésie française	243
	Saint-Pierre-et-Miquelon	79
	SOUS-TOTAL 2014	813
	SOUS-TOTAL 2013	981
% évolution		-17,13
Données géographiques non précisées ⁽¹⁾		7 321
SOUS-TOTAL 2014		7 321
SOUS-TOTAL 2013		8 075
% évolution		-9,34
TOTAL GÉNÉRAL 2014		78 287
TOTAL GÉNÉRAL 2013		83 305
% évolution		-6,02

[1] lorsque la ventilation des données entre les différents pays n'est pas disponible.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS (TRAVAILLEURS SALARIÉS ET NON SALARIÉS)



Entre 2006 et 2010, le nombre de formulaires de détachement émis a connu une baisse continue. Après un léger regain en 2011, poursuivi plus nettement en 2012 et 2013, ce nombre est reparti à la baisse en 2014 [-6,02 %].

Accords internationaux

LE DÉTACHEMENT EXCEPTIONNEL

Pays	Personnes travaillant en France et maintenues à la législation de l'État concerné	Personnes travaillant dans l'État concerné et maintenues à la législation française
Algérie	3	20
Andorre	0	1
Bénin	0	0
Bosnie-Herzégovine	0	0
Bésil	0	0
Cameroun	0	8
Canada	9	3
Cap-Vert	0	0
Chili	2	6
Congo	10	0
Corée	2	3
Côte d'Ivoire	0	0
États-Unis	0	0
Gabon	0	0
Guernesey	0	0
Aurigny	0	0

Pays	Personnes travaillant en France et maintenues à la législation de l'État concerné	Personnes travaillant dans l'État concerné et maintenues à la législation française
Herm	0	0
Jéthou	0	0
Israël	4	8
Japon	63	1
Jersey	0	0
Kosovo	0	0
Macédoine	0	0
Madagascar	0	0
Mali	0	1
Maroc	3	34
Mauritanie	0	0
Monaco	5	6
Monténégro	0	0
Niger	0	0
Philippines	0	0
Québec	38	2

Pays	Personnes travaillant en France et maintenues à la législation de l'État concerné	Personnes travaillant dans l'État concerné et maintenues à la législation française
Saint-Marin	0	0
Sénégal	0	2
Serbie	0	0
Suisse ⁽¹⁾	246	12
Togo	0	0
Tunisie	10	22
Turquie	6	8
Uruguay	0	0
Nouvelle-Calédonie	0	29
Polynésie française	0	1
Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0
Total 2014	401	167
Total 2013	304	159
<i>% d'évolution</i>	<i>31,91</i>	<i>5,03</i>

(1) Pour les ressortissants d'États-tiers, application de l'article 10 de la convention franco-suisse de sécurité sociale du 03/07/1975.



Pays hors conventions

Les modalités de détachement résultent des dispositions prévues par la législation française lorsque le détachement a lieu :

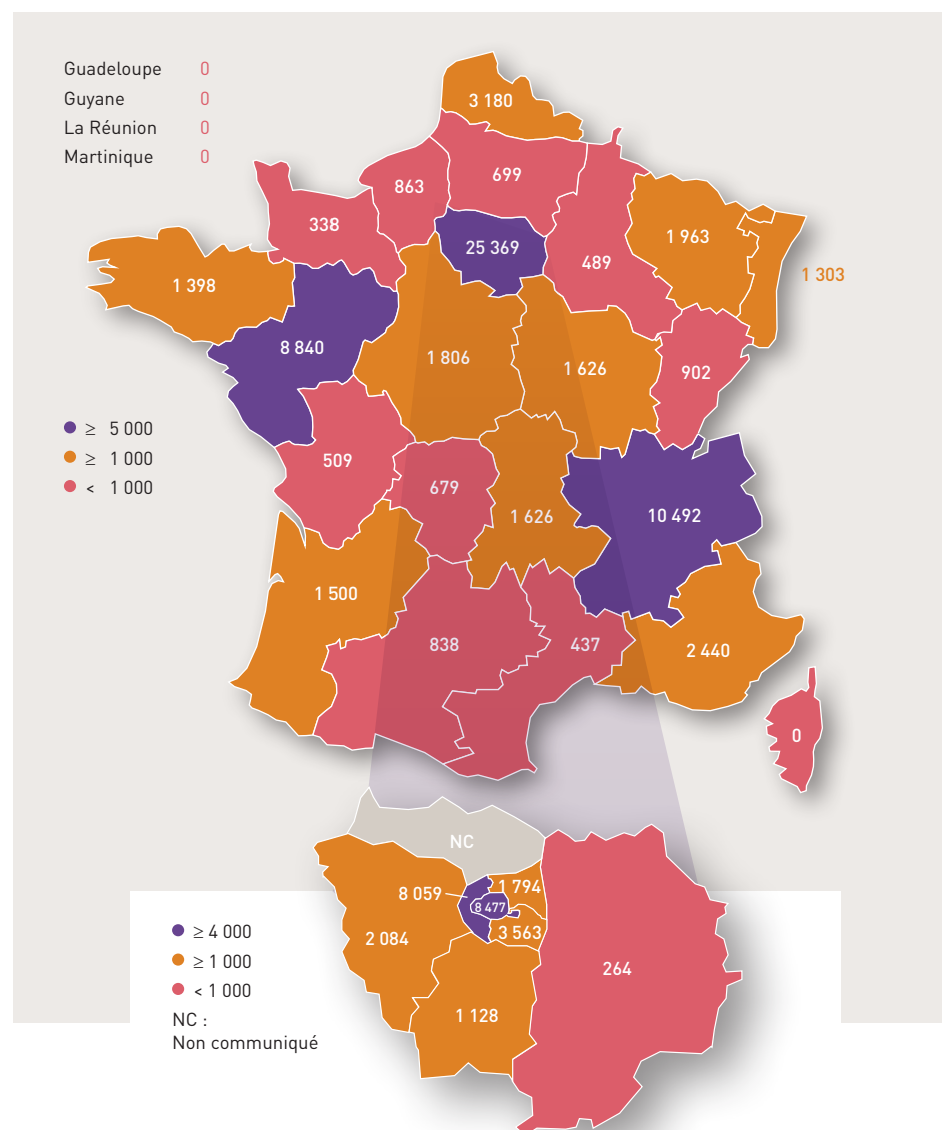
- dans un État hors UE-EEE-Suisse et n'ayant pas signé de convention de sécurité sociale avec la France ;
- dans un Territoire d'outre-mer autre que la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et Saint-Pierre-et-Miquelon.

Et aussi lorsque :

- le travailleur salarié détaché dans un pays ayant signé une convention bilatérale ou un accord de coordination avec la France n'a pas la nationalité française ou celle de l'État cosignataire de la convention (sauf exceptions citées page 132)
- la durée du détachement prévue par une convention bilatérale est dépassée.

Le salarié envoyé dans un pays qui n'est pas lié à la France par une convention de sécurité sociale (exemples ci-dessus) est maintenu au régime français de protection sociale dans le cadre de **la législation interne française**. Il aura un double statut dans le cas où l'affiliation au régime local du pays est obligatoire.

FORMULAIRES DE DÉTACHEMENT ÉMIS PAR LA FRANCE DANS LE CADRE DES PAYS HORS CONVENTIONS (RÉPARTITION PAR RÉGIONS)

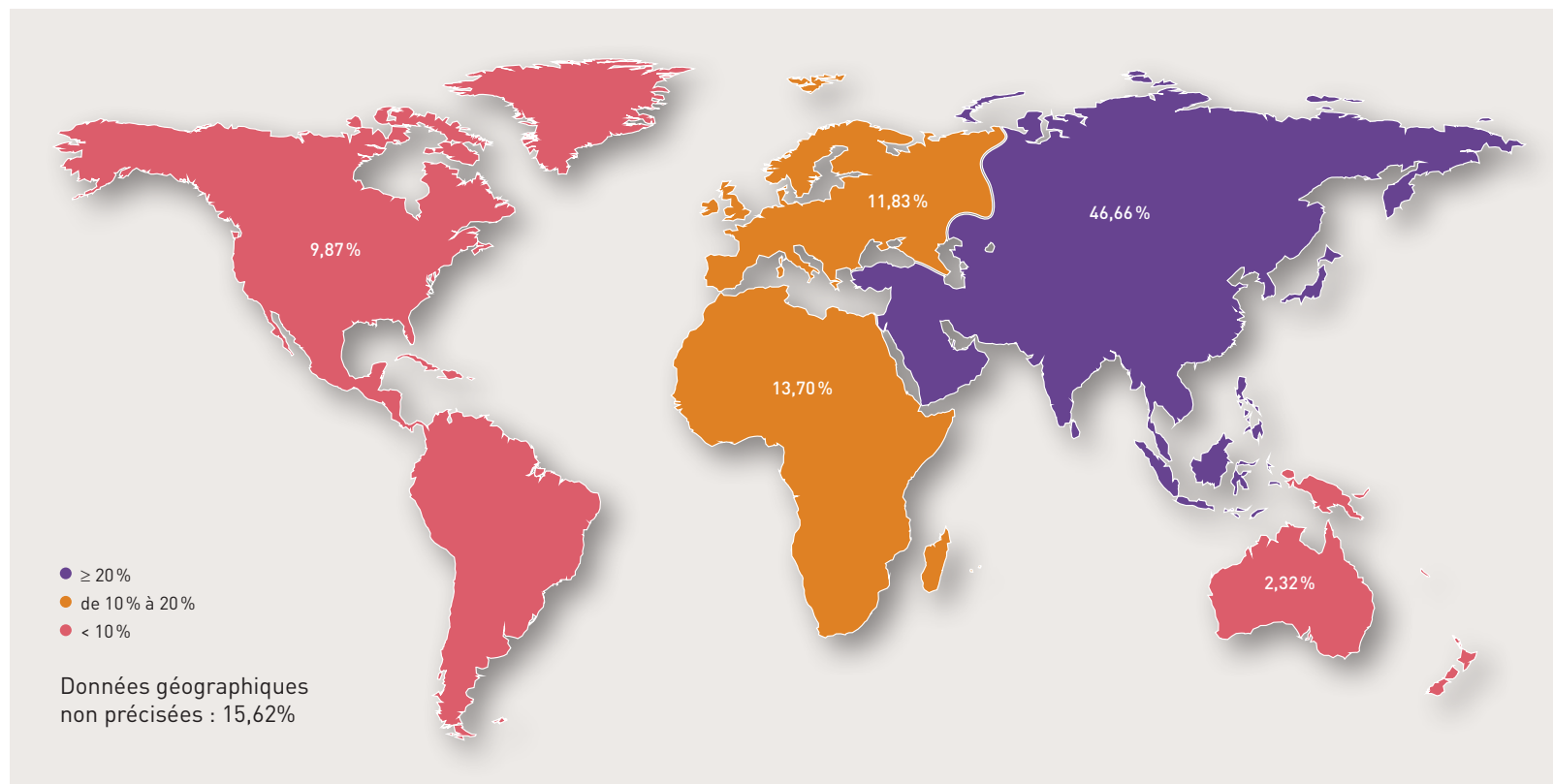




Pays hors conventions

DÉTACHEMENTS EFFECTUÉS EN 2014 DANS LE CADRE

DES PAYS HORS CONVENTIONS



Remarque : cette carte est une représentation par continents : les pays ayant signé un accord de sécurité sociale avec le France sont donc exclus.



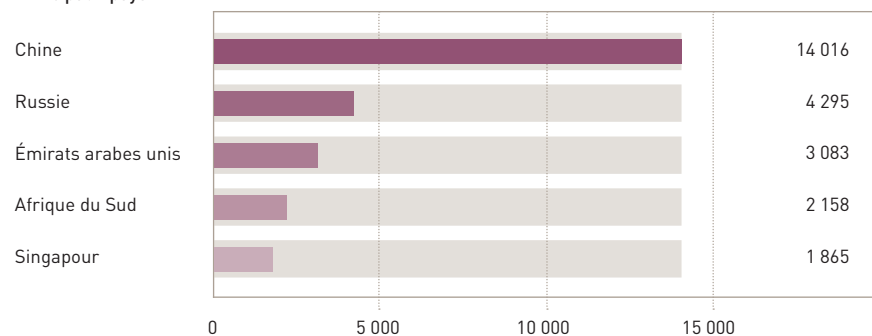
Dans le cadre des pays hors conventions, près de la moitié (46,7%) des missions et détachements se font vers des pays d'Asie.



Pays hors conventions

DÉTACHEMENT DE DROIT COMMUN EN 2014 (TRAVAILLEURS SALARIÉS)

Principaux pays



	Pays	Nombre de formulaires émis
EUROPE	Albanie	373
	Biélorussie	351
	Moldavie	63
	Russie	4 295
	Ukraine	660
	Autres pays d'Europe	2 220
	SOUS-TOTAL 2014	7 962
	SOUS-TOTAL 2013	9 075
	<i>% évolution</i>	<i>-12,26</i>
AFRIQUE	Afrique du Sud	2 158
	Burkina Faso	802
	Burundi	302
	Djibouti	163
	Égypte	911
	Éthiopie	356
	Kenya	287
	Libye	119
	Île Maurice	686
	Ouganda	170
	Tchad	433
	Autres pays d'Afrique	2 832
	SOUS-TOTAL 2014	9 219
		SOUS-TOTAL 2013
	<i>% évolution</i>	<i>-0,25</i>
ASIE	Afghanistan	81
	Arabie saoudite	1 858
	Chine	14 016
	Émirats arabes unis	3 083
	Indonésie	902
	Irak	124
	Iran	253

	Pays	Nombre de formulaires émis
ASIE	Jordanie	362
	Kazakhstan	423
	Koweït	293
	Liban	614
	Malaisie	1 094
	Qatar	1 095
	Singapour	1 865
	Syrie	35
	Taiwan	605
	Thaïlande	1 567
	Autres pays d'Asie	3 133
	SOUS-TOTAL 2014	31 403
	SOUS-TOTAL 2013	36 742
	<i>% évolution</i>	<i>-14,53</i>
AMÉRIQUE	Bolivie	569
	Colombie	874
	Costa Rica	358
	Cuba	438
	Équateur	160
	Haïti	338
	Honduras	105
	Mexique	1 854
	Nicaragua	14
	Paraguay	45
	Pérou	430
	Venezuela	101
		Autres pays d'Amérique
	SOUS-TOTAL 2014	6 644
	SOUS-TOTAL 2013	12 176
	<i>% évolution</i>	<i>-45,43</i>

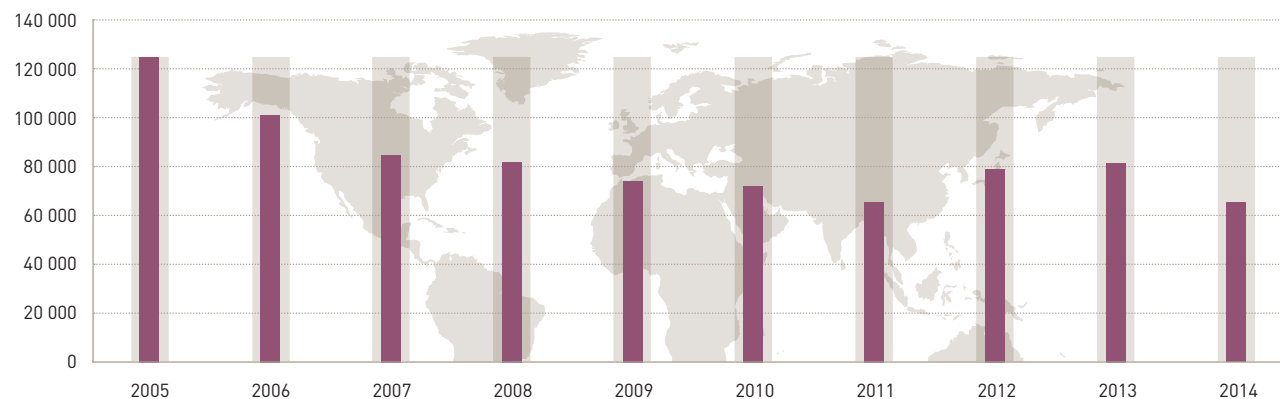
Pays hors conventions

DÉTACHEMENT DE DROIT COMMUN EN 2014 (TRAVAILLEURS SALARIÉS) (SUITE ET FIN)

Pays	Nombre de formulaires émis
Océanie	
Australie	1 330
Fidji	4
Nouvelle-Zélande	170
Papouasie	18
Wallis-et-Futuna	7
Autres pays d'Océanie	31
SOUS-TOTAL 2014	1 560
SOUS-TOTAL 2013	2 180
<i>% évolution</i>	<i>-28,44</i>
Données géographiques non précisées ⁽¹⁾	10 509
SOUS-TOTAL 2014	10 509
SOUS-TOTAL 2013	11 753
<i>% évolution</i>	<i>-10,58</i>
TOTAL GÉNÉRAL 2014	67 297
TOTAL GÉNÉRAL 2013	81 168
<i>% évolution</i>	<i>-17,09</i>

(1) lorsque la ventilation des données entre les différents pays n'est pas disponible.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS (TRAVAILLEURS SALARIÉS)



L'émission de formulaires de prolongation, dans le cadre des pays hors conventions, est marginale puisqu'elle représente en moyenne depuis 2005 moins de 0,5 % du nombre total de formulaires émis.

Par ailleurs, le nombre de formulaires émis en 2014 a fortement baissé par rapport à 2013 (-17,09 %) ; cela est dû en partie à la signature de conventions bilatérales entre la France et le Brésil et l'Uruguay, qui par conséquent ne sont plus comptabilisés comme « pays hors conventions ».



Règlements européens

Pour la première fois dans son rapport statistique annuel, le Cleiss a choisi de publier des chiffres sur les détachements "entrants" en France.

Ces informations font l'objet d'une collecte annuelle par la Commission Administrative pour la Coordination des Systèmes de Sécurité Sociale (CACSSS) à Bruxelles, auprès de chaque pays européen.

Les dernières données disponibles concernent l'année 2013.

NOMBRE DE FORMULAIRES A1 ET E101 ÉMIS POUR DES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS EN FRANCE

Dans le cadre uniquement des articles 14.1a et 14bis1 du règlement 1408/71 et des articles 12.1 et 12.2 du règlement 883/04, sont dénombrés dans le tableau ci-dessous les formulaires de détachements A1 (ou E101) émis par les différents pays européens à des travailleurs pour un détachement de plein droit en France. Ne sont donc pas visés les situations de pluriactivité, ni de détachements exceptionnels.

Pays	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	% évolution 2007-2013
Allemagne	22 330	17 267	18 326	17 893	19 382	20 045	20 726	-7%
Autriche	412	646	770	955	914	1 444	1 467	256%
Belgique	18 612	19 604	19 081	18 479	20 874	19 836	20 697	11%
Bulgarie ⁽¹⁾	410	-	214	344	501	599	926	126%
Chypre	0	1	0	0	0	0	0	-
Croatie							200	-
Danemark ⁽¹⁾	783	909	1 028	544	530	-	-	-
Espagne	9 554	11 097	11 685	16 782	16 491	18 245	24 072	152%
Estonie ⁽¹⁾	53	-	143	196	271	83	157	196%
Finlande	93	381	210	106	116	144	228	145%
Grèce	251	97	174	66	22	108	53	-79%
Hongrie	1 787	1 772	1 275	1 136	2 293	2 726	2 608	46%
Irlande	160	161	207	185	180	200	199	24%
Islande	19	28	15	11	48	30	44	132%
Italie	1 031	4 401	5 445	5 555	5 207	7 893	9 191	791%
Lettonie	58	110	275	196	200	132	110	90%
Liechtenstein	4	4	2	2	0	89	63	1475%
Lituanie	231	301	438	641	1 603	924	2 137	825%
Luxembourg	32 989	38 314	40 489	37 115	17 503	15 798	11 328	-66%

Règlements européens

NOMBRE DE FORMULAIRES A1 ET E101 ÉMIS POUR DES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS EN FRANCE (SUITE ET FIN)

Pays	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	% évolution 2007-2013
Malte	1	3	2	0	1	9	2	100%
Norvège ⁽²⁾	51	90	102	144	186	-	-	-
Pays-Bas	1 455	1 560	1 197	1 781	2 281	1 916	2 036	40%
Pologne	29 042	31 365	22 579	22 865	25 781	29 309	31 155	7%
Portugal	11 513	5 738	12 694	17 191	18 502	23 694	38 443	234%
République tchèque	706	1 694	1 843	1 495	1 571	1 348	1 245	76%
Roumanie	-	1 200	2 903	4 251	7 570	6 335	8 309	-
Royaume-Uni ⁽¹⁾	13 907	12 171	11 267	9 576	14 818	-	-	-
Slovaquie	2 163	4 027	2 575	2 474	3 456	4 204	4 573	111%
Slovénie	499	547	662	549	1 274	1 362	1 616	224%
Suède ^{(1) (2)}	496	-	-	-	379	17	634	28%
Suisse ^{(1) (2)}	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL GÉNÉRAL	148 610	153 488	155 601	160 532	161 954	156 490	182 219	23%

Source : Commission Administrative pour la Coordination des Systèmes de Sécurité Sociale (CACSSS)

(1) La Bulgarie et l'Estonie (en 2008), le Danemark et le Royaume-Uni (en 2012 et 2013), la Suède (en 2008 et 2009) ainsi que la Suisse (en 2007, 2008, 2009 et 2013) n'ont pas été en mesure de ventiler leurs données par pays.

(2) La Norvège (en 2012 et 2013), la Suède (en 2010) ainsi que la Suisse (en 2010, 2011 et 2012) n'ont communiqué aucune donnée (ni globale ni par pays).



Quelques constats :

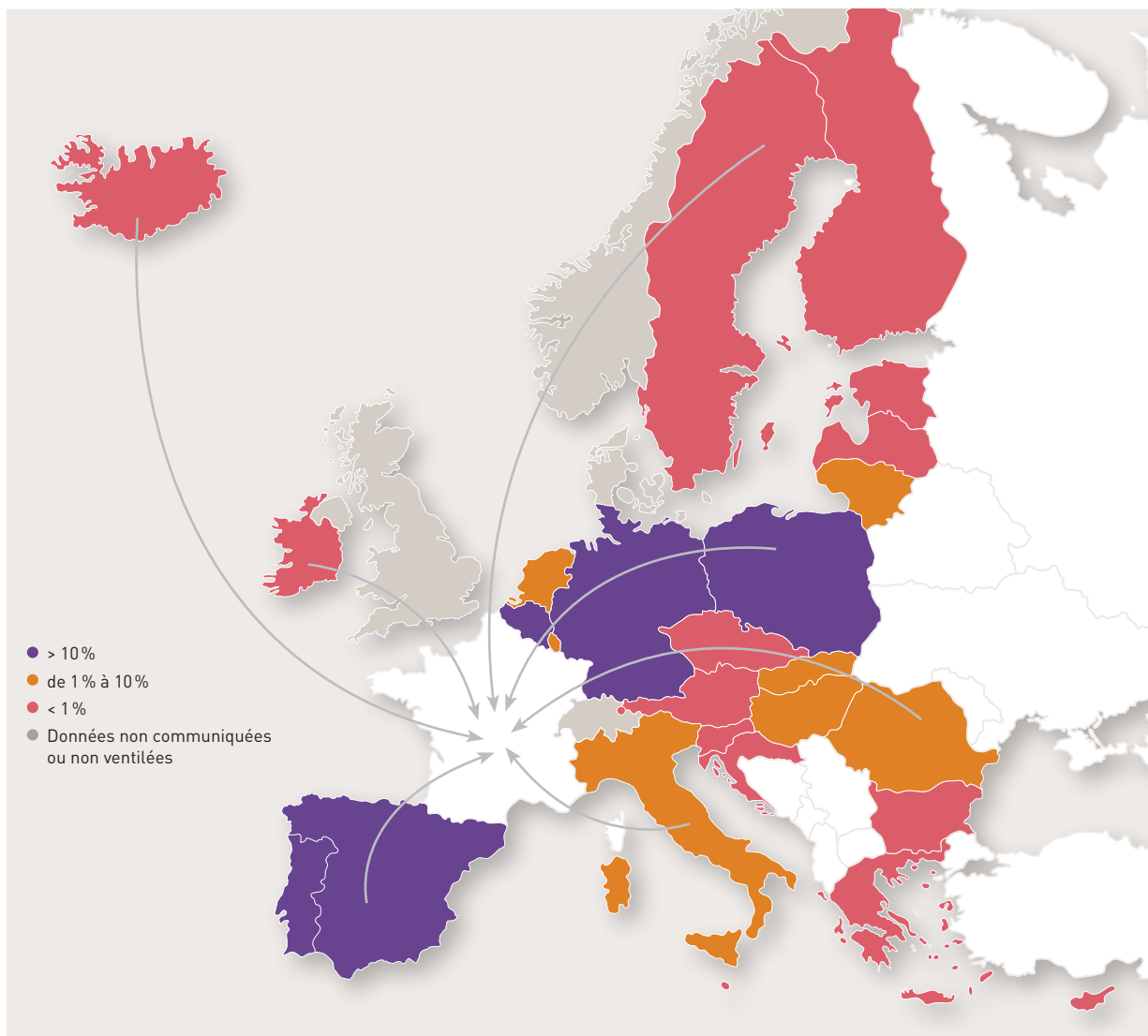
- En 2013, **182 219** formulaires ont été émis pour des travailleurs européens détachés en France soit une hausse depuis 2007 proche de 23%.
- Entre 2007 et 2013, seuls l'Allemagne, la Grèce et surtout le Luxembourg connaissent une évolution négative du nombre de formulaires de détachements vers la France.
- En 2013, un peu plus de 74% des formulaires visant des détachements en France sont émis par 5 pays : le Portugal, suivi de la Pologne, de l'Espagne, de l'Allemagne et enfin de la Belgique.





Règlements européens

PAYS EUROPÉENS ÉMETTEURS DE FORMULAIRES A1 (OU E101) POUR DES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS EN FRANCE EN 2013



Pays	Pourcentages
Portugal	21,10 %
Pologne	17,10 %
Espagne	13,21 %
Allemagne	11,37 %
Belgique	11,36 %
Luxembourg	6,22 %
Italie	5,04 %
Roumanie	4,56 %
Slovaquie	2,51 %
Hongrie	1,43 %
Lituanie	1,17 %
Pays-Bas	1,12 %
Slovénie	0,89 %
Autriche	0,81 %
République tchèque	0,68 %
Bulgarie	0,51 %
Suède	0,35 %
Finlande	0,13 %
Croatie	0,11 %
Irlande	0,11 %
Estonie	0,09 %
Lettonie	0,06 %
Liechtenstein	0,03 %
Grèce	0,03 %
Islande	0,02 %
Malte	0,00 %
Chypre	0,00 %
Royaume-Uni	NC
Danemark	NC
Suède	NC
Suisse	NC

NC : Données 2013 non communiquées ou non ventilées

Règlements européens

DÉTACHEMENTS EN EUROPE (NOMBRE DE FORMULAIRES A1 ET E101 ÉMIS)

Pays	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	% évolution 2007-2013
Allemagne								
Sortants	192 093	164 466	170 345	201 436	226 850	221 653	227 008	18%
Entrants	216 911	227 961	221 222	250 054	311 361	335 862	373 666	72%
Solde (sortants-entrants)	-24 818	-63 495	-50 877	-48 618	-84 511	-114 209	-146 658	-491%
Autriche								
Sortants	12 978	16 177	18 757	25 957	28 806	35 671	36 959	185%
Entrants	39 142	37 417	44 806	59 642	76 335	76 445	88 596	126%
Solde (sortants-entrants)	-26 164	-21 240	-26 049	-33 685	-47 529	-40 774	-51 637	-97%
Belgique								
Sortants	46 212	51 173	50 774	49 862	55 931	56 103	58 522	27%
Entrants	112 766	109 000	95 589	90 540	125 107	125 264	134 340	19%
Solde (sortants-entrants)	-66 554	-57 827	-44 815	-40 678	-69 176	-69 161	-75 818	-14%
Bulgarie								
Sortants	4 743	3 817	4 366	5 734	7 429	11 091	12 861	171%
Entrants	2 800	3 877	5 096	4 483	4 006	3 896	3 805	36%
Solde (sortants-entrants)	1 943	-60	-730	1 251	3 423	7 195	9 056	366%
Chypre								
Sortants	143	76	29	81	38	35	49	-66%
Entrants	2 368	2 048	1 524	1 702	1 042	1 106	939	-60%
Solde (sortants-entrants)	-2 225	-1 972	-1 495	-1 621	-1 004	-1 071	-890	60%
Croatie								
Sortants							8 716	-
Entrants							1 753	-
Solde (sortants-entrants)							6 963	-
Danemark								
Sortants	7 071	7 920	7 063	9 262	11 491	6 176	5 320	-25%
Entrants	17 666	15 031	10 928	9 608	11 002	11 044	10 763	-39%
Solde (sortants-entrants)	-10 595	-7 111	-3 865	-346	489	-4 868	-5 443	49%
Espagne								
Sortants	26 885	32 318	34 349	44 087	48 479	48 132	63 519	136%
Entrants	86 426	55 217	63 390	63 304	47 640	46 075	46 507	-46%
Solde (sortants-entrants)	-59 541	-22 899	-29 041	-19 217	839	2 057	17 012	129%
Estonie								
Sortants	9 454	10 140	8 384	13 580	15 322	14 889	11 689	24%
Entrants	2 059	1 767	1 225	1 235	1 904	2 325	2 998	46%
Solde (sortants-entrants)	7 395	8 373	7 159	12 345	13 418	12 564	8 691	18%

Règlements européens

DÉTACHEMENTS EN EUROPE (NOMBRE DE FORMULAIRES A1 ET E101 ÉMIS) (SUITE)

Pays	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	% évolution 2007-2013
Finlande								
Sortants	2 451	5 599	4 929	2 187	2 668	3 181	3 332	36%
Entrants	18 760	10 941	16 920	20 205	22 183	22 522	19 917	6%
Solde (sortants-entrants)	-16 309	-5 342	-11 991	-18 018	-19 515	-19 341	-16 585	-2%
France								
Sortants	232 102	206 439	160 774	133 896	144 256	130 247	123 580	-47%
Entrants	148 610	153 488	155 601	160 532	161 954	156 490	182 219	23%
Solde (sortants-entrants)	83 492	52 951	5 173	-26 636	-17 698	-26 243	-58 639	-170%
Grèce								
Sortants	3 179	2 717	2 265	642	888	1 661	1 688	-47%
Entrants	9 652	9 247	10 489	10 656	7 763	6 795	4 820	-50%
Solde (sortants-entrants)	-6 473	-6 530	-8 224	-10 014	-6 875	-5 134	-3 132	52%
Hongrie								
Sortants	36 178	43 204	36 403	40 640	57 848	63 742	66 415	84%
Entrants	8 264	9 009	7 438	8 457	9 924	9 900	8 887	8%
Solde (sortants-entrants)	27 914	34 195	28 965	32 183	47 924	53 842	57 528	106%
Irlande								
Sortants	1 074	1 222	1 941	1 935	3 106	3 512	3 457	222%
Entrants	7 753	6 010	5 357	5 014	6 084	4 674	5 556	-28%
Solde (sortants-entrants)	-6 679	-4 788	-3 416	-3 079	-2 978	-1 162	-2 099	69%
Islande								
Sortants	67	110	123	376	377	293	269	301%
Entrants	2 245	1 136	699	543	559	385	392	-83%
Solde (sortants-entrants)	-2 178	-1 026	-576	-167	-182	-92	-123	94%
Italie								
Sortants	3 320	24 451	29 955	35 430	35 611	48 369	55 509	1572%
Entrants	55 688	50 730	50 365	60 460	64 223	48 663	47 445	-15%
Solde (sortants-entrants)	-52 368	-26 279	-20 410	-25 030	-28 612	-294	8 064	115%
Lettonie								
Sortants	2 277	1 289	1 971	3 424	4 287	2 846	3 237	42%
Entrants	3 003	1 679	1 921	1 851	1 788	1 516	1 235	-59%
Solde (sortants-entrants)	-726	-390	50	1 573	2 499	1 330	2 002	376%
Liechtenstein								
Sortants	39	36	64	61	63	166	119	205%
Entrants	812	871	833	572	763	510	925	14%
Solde (sortants-entrants)	-773	-835	-769	-511	-700	-344	-806	-4%

Règlements européens

DÉTACHEMENTS EN EUROPE (NOMBRE DE FORMULAIRES A1 ET E101 ÉMIS) (SUITE)

Pays	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	% évolution 2007-2013
Lituanie								
Sortants	2 743	4 482	5 486	6 462	9 515	11 306	14 105	414%
Entrants	5 905	3 003	1 655	1 850	2 248	3 497	2 274	-61%
Solde (sortants-entrants)	-3 162	1 479	3 831	4 612	7 267	7 809	11 831	474%
Luxembourg								
Sortants	46 827	57 264	57 276	55 852	39 385	39 758	28 407	-39%
Entrants	27 969	26 718	25 042	27 730	24 295	19 741	20 429	-27%
Solde (sortants-entrants)	18 858	30 546	32 234	28 122	15 090	20 017	7 978	-58%
Malte								
Sortants	101	162	112	442	318	327	322	219%
Entrants	1 634	1 628	2 976	1 308	1 449	1 052	952	-42%
Solde (sortants-entrants)	-1 533	-1 466	-2 864	-866	-1 131	-725	-630	59%
Norvège								
Sortants	1 065	1 251	1 291	1 872	2 163	NC	NC	-
Entrants	33 828	23 731	21 603	18 771	30 523	16 170	18 778	-44%
Solde (sortants-entrants)	-32 763	-22 480	-20 312	-16 899	-28 360	-	-	-
Pays-Bas								
Sortants	9 437	9 366	9 924	15 190	25 986	24 199	25 429	169%
Entrants	88 656	84 486	81 852	91 560	105 885	99 416	100 423	13%
Solde (sortants-entrants)	-79 219	-75 120	-71 928	-76 370	-79 899	-75 217	-74 994	5%
Pologne								
Sortants	238 946	228 722	204 374	221 126	227 930	246 214	262 714	10%
Entrants	14 512	13 996	14 704	12 877	16 013	16 033	14 387	-1%
Solde (sortants-entrants)	224 434	214 726	189 670	208 249	211 917	230 181	248 327	11%
Portugal								
Sortants	66 001	19 188	65 012	58 923	54 043	54 580	81 687	24%
Entrants	12 579	12 831	13 028	12 193	13 345	11 422	10 696	-15%
Solde (sortants-entrants)	53 422	6 357	51 984	46 730	40 698	43 158	70 991	33%
République tchèque								
Sortants	15 803	16 383	17 150	15 829	16 102	15 358	13 155	-17%
Entrants	16 647	15 985	12 756	15 892	17 144	17 808	18 603	12%
Solde (sortants-entrants)	-844	398	4 394	-63	-1 042	-2 450	-5 448	-545%
Roumanie								
Sortants	9 030	13 096	26 116	29 730	59 363	44 318	51 739	473%
Entrants	10 752	11 781	9 320	9 445	10 476	11 224	10 894	1%
Solde (sortants-entrants)	-1 722	1 315	16 796	20 285	48 887	33 094	40 845	2 472%

Règlements européens

DÉTACHEMENTS EN EUROPE (NOMBRE DE FORMULAIRES A1 ET E101 ÉMIS) (SUITE ET FIN)

Pays	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	% évolution 2007-2013
Royaume-Uni								
Sortants	42 795	36 436	32 284	32 109	35 368	33 148	29 935	-30%
Entrants	37 905	37 733	34 760	34 321	37 247	40 366	43 522	15%
Solde (sortants-entrants)	4 890	-1 297	-2 476	-2 212	-1 879	-7 218	-13 587	-378%
Slovaquie								
Sortants	21 213	35 693	24 688	28 221	40 890	44 815	52 790	149%
Entrants	4 417	6 162	7 193	8 668	6 840	6 602	6 993	58%
Solde (sortants-entrants)	16 796	29 531	17 495	19 553	34 050	38 213	45 797	173%
Slovénie								
Sortants	13 032	17 162	17 835	23 944	42 485	65 727	83 659	542%
Entrants	3 802	3 375	2 969	3 391	2 676	3 343	4 507	19%
Solde (sortants-entrants)	9 230	13 787	14 866	20 553	39 809	62 384	79 152	758%
Suède								
Sortants	5 171	2 571	5 503	NC	11 771	3 061	4 026	-22%
Entrants	20 626	20 926	20 792	19 464	24 412	26 095	29 446	43%
Solde (sortants-entrants)	-15 455	-18 355	-15 289	-	-12 641	-23 034	-25 420	-64%
Suisse								
Sortants	10 496	10 751	10 990	NC	NC	NC	10 346	-1%
Entrants	29 243	38 618	51 987	51 962	62 578	64 908	78 106	167%
Solde (sortants-entrants)	-18 747	-27 867	-40 997	-	-	-	-67 760	-261%
Pays non précisés								
Entrants	19 526	27 279	16 493	0	0	39 429	45 790	135%
TOTAL FORMULAIRES ÉMIS	1 062 926	1 023 681	1 010 533	1 058 290	1 208 769	1 230 578	1 340 563	26%

NC : Non communiqué
Source : Commission Administrative pour la Coordination des Systèmes de Sécurité Sociale (CACSSS)



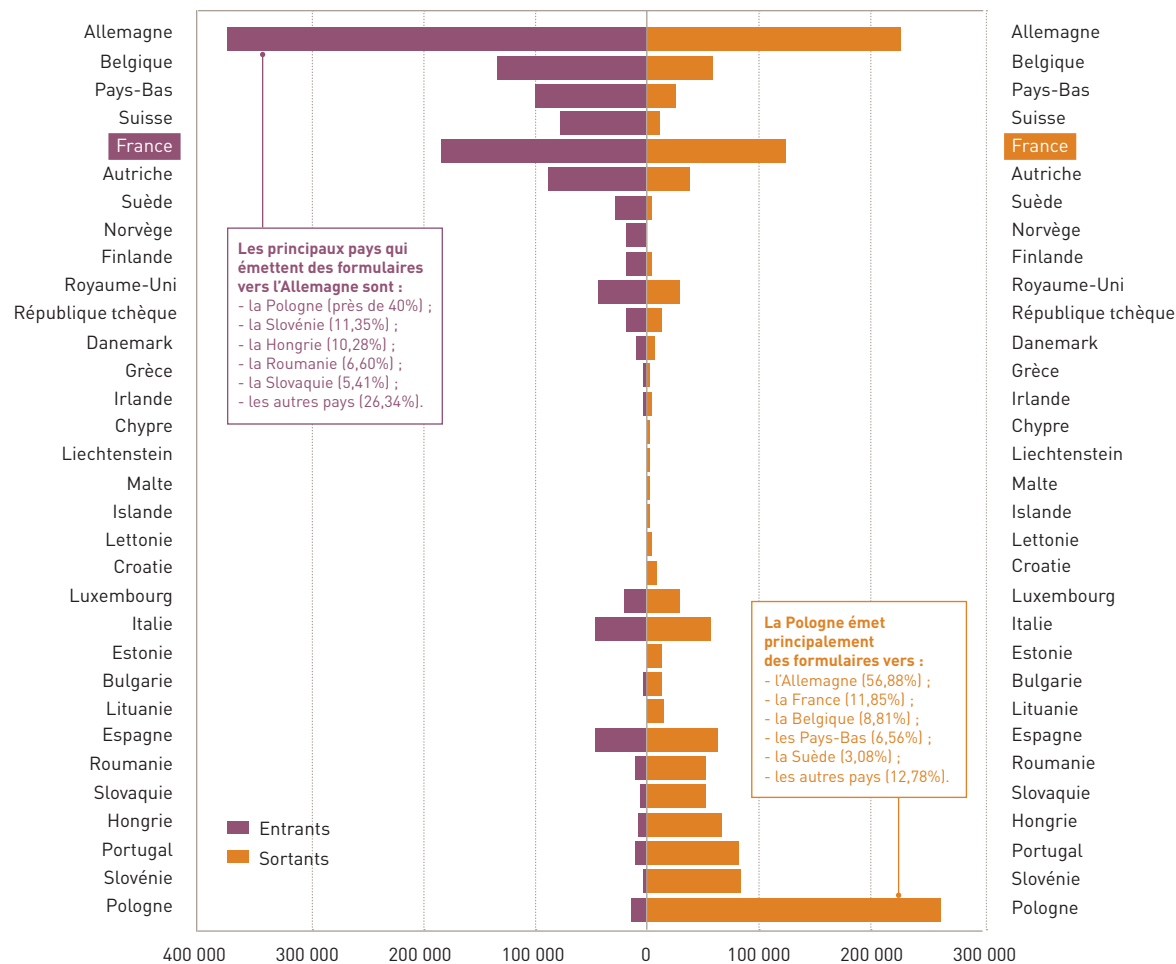
Quelques constats :

- **1,34 million de formulaires A1 (ou E101)** ont été émis par les différents pays européens en 2013 soit une augmentation de 26% par rapport à 2007.
- Sur ces 1,34 million de formulaires émis :
 - **182 219** l'ont été en vertu d'une procédure de détachement «entrants» en France ;
 - **123 580** en vertu de détachements «sortants» de travailleurs français en Europe.

- Au regard du différentiel entre détachements sortants et entrants, la France est destinataire de 58 639 formulaires A1 (ou E101) de plus qu'elle n'en émet pour des pays européens.
- La France, au titre des entrants et des sortants, est donc concernée par **22,81%** du volume global des formulaires émis en 2013. À titre de comparaison, en 2007, ce taux était de l'ordre de **35,82%**.

Règlements européens

DÉTACHEMENTS ENTRANTS ET SORTANTS EN 2013



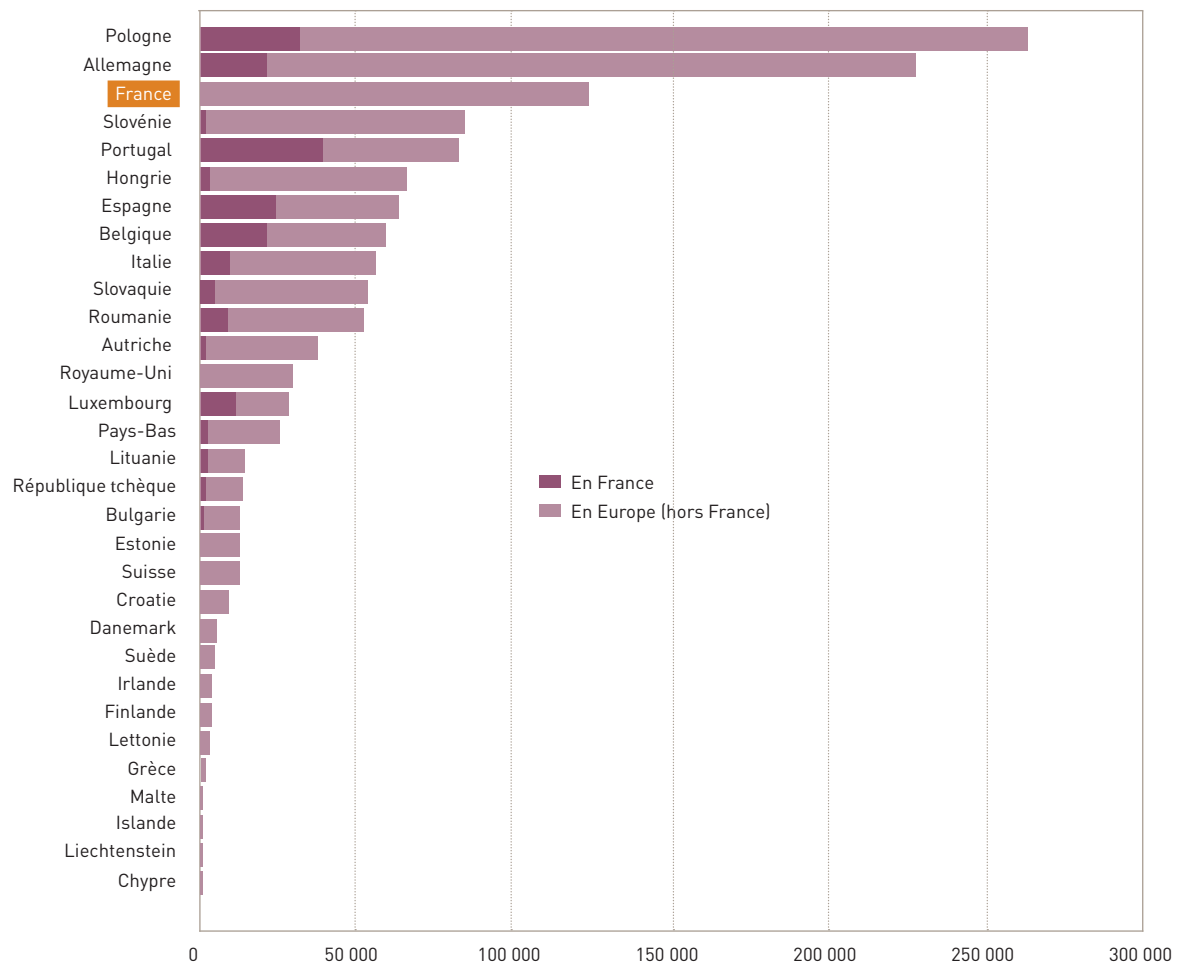
- L'Allemagne est le 1^{er} pays destinataire de formulaires européens A1 et E 101 (soit 373 666 formulaires sur le volume global de 1,34 million).
- À l'inverse, la Pologne est le 1^{er} pays émetteur de formulaires européens A1 et E 101 (soit 262 714 formulaires sur le volume global de 1,34 million).





Règlements européens

NOMBRE DE FORMULAIRES A1 OU E 101 ÉMIS POUR DES DÉTACHEMENTS EN EUROPE



La Norvège n'apparaît pas dans le graphique ci-dessus dans la mesure où en 2013 elle n'a pu communiquer ses données.



En 2013, les 5 pays qui ont émis le plus de formulaires A1 (et E 101) sont par ordre d'importance : la Pologne (19,6%), l'Allemagne (16,9%), la France (9,2%), la Slovénie (6,2%) et le Portugal (6,1%), soit 58% du volume global.